

1^{er} trimestre 2019. L'activité agricole ralentit la croissance

L'économie nationale aurait progressé de 2,3% au premier trimestre 2019 au lieu de 3,3% à la même période de l'année précédente. Les principales causes de ce ralentissement sont liées à la baisse des activités agricoles à hauteur de 4,8%.



Yassine Saber
y.saber@leseco.ma

En comparaison avec le premier trimestre 2018, le taux de croissance de l'économie nationale a régressé d'un point en comparaison avec la même période de l'année 2019. C'est du moins ce qui ressort de la note de conjoncture trimestrielle du Haut-commissariat au Plan. De ce fait, l'économie nationale aurait progressé de 2,3% au premier trimestre 2019 au lieu de 3,3% à la même période de l'année précédente. Les principales causes de ce ralentissement sont liées à la baisse des activités agricoles à hauteur de 4,8%. Par contre, la valeur ajoutée hors agriculture aurait augmenté de 3,3%, en variation annuelle, portée particulièrement par les mines, les industries manufacturières et les services. En ce qui concerne le second trimestre 2019, la croissance des activités hors agriculture se poursuivrait au même rythme que le trimestre précédent. Compte tenu d'une baisse de 4,3% de la valeur ajoutée agricole, l'économie nationale passera de 2,5% au deuxième trimestre 2018 à 2,4% durant le second trimestre 2019.

Après deux années, repli de l'activité agricole

Comme mentionné précédemment, la valeur ajoutée agricole aurait affiché une contraction de 4,8%, au premier trimestre 2019, en variation annuelle suite à un retournement à la baisse de la production végétale. Bien que les conditions climatiques de démarrage aient été situées au début de l'année la production des cultures précoces à des niveaux comparables aux performances réalisées en 2006 et 2013, la sécheresse hivernale exceptionnellement longue aurait sensiblement réduit leur potentiel de production. Les conditions de développement des rendements des trois principales céréales, des légumineuses automnales et des fourrages se seraient dégradées dans les principales régions productrices, notamment dans le Chaouia et le Haouz. Le déficit pluviométrique généralisé s'établissant en moyenne à 41%, au premier trimestre, en comparaison avec la même période d'une année normale, aurait également pénalisé les semis des cultures printanières, notamment le maïs, le pois-chiche et les maraîchers de saison. En revanche, la dynamique de croissance des

cultures sucrières et de l'arboriculture se serait poursuivie dans un contexte de poursuite d'apaisement des pressions sur l'eau d'irrigation. La production des filières animales aurait, pour sa part, connu une progression modérée malgré l'accélération du rythme de croissance des activités avicoles. La faiblesse des parcours végétaux et le renchérissement des prix des aliments de bétail auraient légèrement compromis les activités d'élevage du grand cheptel. La montée des craintes de réduction de l'offre liées aux abattages opérés pour contenir l'épizootie de la fièvre aphteuse aurait accentué la hausse des prix des viandes rouges pour atteindre respectivement 7,6% et 7,4% aux mois de janvier et février 2019 en variations annuelles.

Résilience des exportations hors phosphates

Le commerce mondial de biens aurait manqué de vigueur au premier trimestre 2019, pâtissant du recul des importations américaines et chinoises. Il aurait progressé de 1,5%, en variation annuelle au lieu de 5,9% un an plus tôt. La demande mondiale adressée au Maroc aurait

également ralenti, affichant un accroissement de 2,8% en variation annuelle au lieu de 5% un an auparavant. Malgré le ralentissement de la demande extérieure, les exportations hors phosphates et dérivés auraient fait preuve de résilience lors de la même période, portées par les expéditions des secteurs de l'aéronautique, de l'agro-alimentaire et, dans une moindre mesure, de l'électronique. L'orientation favorable des ventes extérieures du secteur phosphatier, en particulier celles des engrais naturels et chimiques et de l'acide phosphorique, auraient soutenu les exportations globales dont la hausse aurait atteint 3,5%, en variation annuelle, dans un contexte d'accroissement des cours mondiaux des dérivés de phosphate, notamment le Diammonium Phosphate (DAP) et le Triple superphosphate (TSP) (1,3% et 9,2%, respectivement à fin février 2019).

La demande intérieure poursuit son «amélioration»

Poursuivant son évolution modérée, la demande intérieure aurait continué de soutenir la croissance économique nationale au premier trimestre 2019. Dans un contexte de stagnation des prix à la consommation, la consommation finale des ménages, en volume, se serait affirmée de 2,8%, contribuant pour 1,6 point à la croissance globale du PIB. Les dépenses de consommation auraient été alimentées, entre autres, par une hausse de 5,7% des crédits à la consommation et auraient profité plutôt aux produits locaux. Les importations de biens finis de consommation n'auraient crû que de 0,8%, en glissement annuel, au lieu de 10,5% une année plus tôt. Pour sa part, la consommation des administrations publiques se serait affirmée de 2,6%, en ligne avec le raffermissement des dépenses de fonctionnement. Après avoir ralenti au dernier trimestre 2018, la formation brute de capital se serait redressée de 3%, au premier trimestre 2019, en variation annuelle, portant sa contribution au PIB à 1 point. Cette évolution aurait été tirée particulièrement par la hausse de l'investissement

en produits industriels, dans le sillage d'une augmentation de 1,8% des crédits à l'équipement. L'investissement en travaux publics aurait poursuivi son amélioration amorcée au début de 2017 tandis que l'investissement en immobilier serait resté modeste, pâtissant de la faiblesse de la demande adressée au logement résidentiel.

Raffermissement des activités hors agriculture

La croissance des activités hors agriculture se serait établie à 3,3% au premier trimestre 2018, portée par la bonne orientation du secteur tertiaire dont la croissance aurait atteint 2,9%, en variation annuelle, contribuant pour 1,4 point à la croissance globale. La valeur ajoutée du secteur secondaire aurait, quant à elle, progressé de 3,3%, en glissement annuel, contribuant pour près d'1 point à la croissance globale du PIB. Dans les mines, l'activité se serait de nouveau engagée dans une phase de croissance soutenue après avoir quasiment stagné à fin 2018. En variation annuelle, sa valeur ajoutée se serait accrue de 6,6%, au premier trimestre 2019, au lieu de 0,3% un trimestre auparavant. Cette performance aurait été principalement le fait de la filière phosphatée, dont la production se serait améliorée de 6,9%, tirée par l'expansion de la demande des industries chimiques locales. Le renforcement du commerce mondial des fertilisants à base phosphatée, tiré par la vigueur des importations indiennes, brésiliennes et américaines, aurait favorisé une amélioration de 4,3% et 17% des exportations locales des engrais chimiques et de l'acide phosphorique. À plus long terme, la poursuite de l'affermissement de l'activité phosphatée traduirait une amélioration du potentiel productif des industries de transformation locale, dopée par un accroissement des capacités productives des unités de Jorf Lasfar et d'une progression plus soutenue de la demande agricole des pays émergents. En revanche, le potentiel productif des métaux de base n'aurait pas connu une hausse notable et la croissance de leur production serait restée modérée, n'excédant pas 1,1%, au premier trimestre 2019, en variation annuelle. Quant aux industries manufacturières, elles auraient poursuivi leur raffermissement au rythme de 3,4%, au premier trimestre 2019, au lieu de 3,2% un an au-



paravant. Cette évolution aurait été attribuable à la poursuite du dynamisme des industries IMME (Industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques) amorcé au quatrième trimestre 2017, notamment celui des industries de l'automobile et de l'électronique. La valeur ajoutée de la branche aurait ainsi progressé de 4,8% au lieu de 4,5% un an auparavant. La valeur ajoutée du textile et du cuir se serait, pour sa part, raffermissée de 4,5%, en variation annuelle, profitant de l'accroissement de la demande étrangère qui lui est adressée. Le rythme de croissance des industries agroalimentaires et chimiques aurait, quant à lui, légèrement décéléré par rapport à celui de 2018 pour se situer, respectivement, à 3,3% et 3,1%. En revanche, l'évolution des «autres industries» serait restée modérée, pâtissant de la faiblesse des activités relatives aux industries des matériaux de construction. La croissance de la valeur ajoutée de la construction se serait légèrement accélérée pour atteindre 0,9%, au lieu de 0,4% à l'issue de la même période de l'année précédente. Le secteur aurait toutefois continué de pâtir du repli de la demande adressée à l'immobilier résidentiel, comme l'atteste la baisse de 3,3% des crédits accordés aux promoteurs immobiliers. Les appréciations des chefs d'entreprise de la construction exprimées dans le cadre de la dernière enquête de conjoncture du HCP auraient également confirmé cette évolution. Les carnets de commandes des opérateurs du BTP seraient restés peu garnis. Une baisse d'activité aurait été anticipée dans le «Génie civil» et la «Construction de bâtiments», accompagnée d'une contraction de la main-d'œuvre employée. Dans l'ensemble, la valeur ajoutée hors agriculture se serait ac-

crue de 3,3% au premier trimestre 2019. Compte tenu d'une baisse de 4,8% de la valeur ajoutée agricole, la croissance économique nationale se serait établie à 2,3%, au premier trimestre 2019, au lieu de 3,3% une année auparavant.

Modération de l'inflation sous-jacente

Au premier trimestre 2019, les prix à la consommation auraient quasiment stagné, suite, notamment, au repli de 1,6% des prix des produits alimentaires, au lieu de 2,4% l'année passée. Les prix des produits frais et de l'huile d'olive se seraient infléchis, compensant l'augmentation des prix du tabac. Les prix des produits non alimentaires auraient, pour leur part, décéléré, marquant un accroissement de 0,9%, au lieu de 1,6% une année plus tôt dans le sillage du repli des prix des produits énergétiques. L'inflation sous-jacente qui exclut les tarifs publics et les produits frais serait restée modérée, affichant une progression de 1%, en glissement annuel, soit le même rythme enregistré il y a une année.

Amélioration des créances sur l'économie

Après avoir ralenti depuis une année et demie, le rythme de croissance des créances sur l'économie se serait légèrement redressé au premier trimestre 2019. Leur encours aurait augmenté de 3,5% au lieu de 2,2% et 3,4% aux deux derniers trimestres, tiré notamment par l'augmentation des crédits de trésorerie des entreprises. Dans ce contexte, les taux d'intérêt sur le marché interbancaire se seraient stabilisés en moyenne à 2,27%, s'élevant de 2 points de base du niveau du taux d'intérêt directeur. Parallèlement, les taux auraient différemment évolué sur le marché des bons du Tré-

sor. Les taux d'intérêt à 1 an auraient augmenté en moyenne et en variation annuelle de 5 points de base. En revanche, ceux à 5 ans et à 10 ans auraient reculé de 1 et 3 points, respectivement. La croissance de la masse monétaire se serait établie à 4% au premier trimestre 2019 après 4,1% un trimestre auparavant. Le besoin de liquidité des banques se serait légèrement accru, à la suite, entre autres, de la baisse des réserves internationales nettes. Celles-ci auraient reculé de 3,6% au lieu de -4,1% un trimestre plus tôt. Les créances nettes sur l'administration centrale auraient poursuivi leur progression, marquant une hausse de 11,3% de l'endettement monétaire du Trésor.

Poursuite de la modération de la croissance économique

La croissance économique devrait rester modérée au deuxième trimestre 2019, pâtissant du repli moins accentué de la valeur ajoutée agricole (-4,3%, en variation annuelle). La production animale serait favorisée par une hausse conjuguée des abattages du grand cheptel et de l'aviculture, et la contraction de la production végétale s'atténuerait légèrement grâce à un redressement probable des cultures maraichères. Hors agriculture, l'activité économique évoluerait dans un contexte international marqué par une atténuation progressive des incertitudes commerciales et politiques de nature à affecter moins sensiblement le commerce mondial qui progresserait de 2,1% en variation annuelle. Toutefois, les échanges commerciaux resteraient tributaires d'éventuelles restrictions douanières de la part des États-Unis et de la Chine ainsi que de l'issue du Brexit qui pourraient les pénaliser. Par ailleurs, les politiques budgétaires expansionnistes mises en place dans plusieurs pays de la zone euro (Espagne, Italie, France, Allemagne) permettraient de soutenir la demande intérieure. L'aboutissement des négociations sur le Brexit et le climat d'attente pourraient cependant affecter davantage les investissements et générer de l'inquiétude sur les marchés financiers. Les pressions inflationnistes, quant à elles, resteraient subordonnées à l'évolution des cours des matières premières énergétiques sur le marché mondial. En zone euro, l'inflation devrait rester contenue et se limiterait à 1,2%. ●